



RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 04086

Nom ou dénomination : 33ENTREPRENEURS INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 29/10/2014 sous le numéro de dépôt 17849

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

CERTIFICAT DE DEPOSITAIRE

Le **29 OCT. 2014**

14B 4086

sous le N° **17849**

Caisse Crédit Mutuel de BARRIERE SAINT-GENES,

La Caisse certifie détenir à ce jour et avoir reçu en dépôt de Mr Vincent PRETET, pour le compte de la société 33ENTREPRENEURS_INVEST, en cours de constitution, les sommes suivantes au nom des souscripteurs mentionnés ci-dessous :

NOMS - PRENOMS – DOMICILE DES SOUSCRIPTEURS	MONTANT DES VERSEMENTS
Mr DUPIN Guillaume, François, 14 rue de Chatillon – 75014 PARIS	10 000,00 €
Mr JULLIEN DE POMMEROL Nicolas, Lionel, 14 Quai Chaussée des Moines – 44120 VERTOU	5 000,00 €
Mr COGNET Sylvain, Henri, 19 rue Dareau – 75014 PARIS	5 000,00 €
	20 000,00 €

**Total des versements : 20 000,00 €
(vingt mille euros)**

Ces sommes représentatives du capital de la société resteront indisponibles jusqu'à son immatriculation au registre du commerce.

Pour servir et valoir ce que de droit.
Fait à Pessac, le 14 octobre 2014



LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Berthaux 14 octobre 2014

33ENTREPRENEURS - INVEST SAS
société en formation au capital
de 20.000 €

- | | |
|------------------------------|-------------------------------------|
| n. Guillaume DUPIN | 2 actions à 5.000€
soit 10.000 € |
| n. Nicolas JULIEN DE POMPEBL | 1 action à 5.000 € |
| n. Sylvain COANET | 1 action à 5.000 € |

Soit en tout quatre (4) actions ordinaires,
valant chacune 5.000 €, intégralement libérées.

Vincent PRÉTET

Président de la SAS

VP

14B 4086

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 29 OCT. 2014

sous le N° 17849

33ENTREPRENEURS_INVEST
Société par actions simplifiée
au capital social de 20.000 euros
Siège social : 12 rue Puységur, 33800 Bordeaux
RCS en cours d'immatriculation

STATUTS CONSTITUTIFS

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT S.I.E. BORDEAUX CENTRE

Le 28/10/2014 Bordereau n°2014/2 309 Case n°28

Ext 13591

Enregistrement : Exonéré

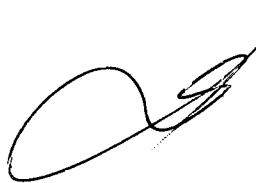
Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent administratif des finances publiques

Lucette GATTI
Agente administrative
des finances publiques



VP

GD

sc

np

STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNÉS :

- **M. Guillaume DUPIN**, né le 6 mars 1980 à Paris, de nationalité française, demeurant au 14 rue de Chatillon à Paris,
- **M. Nicolas JULLIEN DE POMMEROL**, né le 9 août 1979 à Montbrison, de nationalité française, demeurant au 14 Quai de la Chaussée des Moines à Vertou,
- **M. Sylvain COGNET**, né le 20 juin 1979 à Cagnes-sur-Mer, de nationalité française, demeurant au 19 rue Daveau à Paris,

**ONT ÉTABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS
SIMPLIFIÉE QU'ELLE A DÉCIDÉ DE CONSTITUER**

Avertissement :

1. Pour l'application des présents Statuts, les termes débutant par une lettre majuscule et figurant ci-après ont le sens qui leur est donné en regard :

Actioes	<i>désigne l'ensemble des actions émises par la Société en représentation de son capital ;</i>
Associé	<i>désigne toute personne détenant des Actions ;</i>
Loi	<i>désigne l'ensemble des dispositions du Code de commerce et du Code civil applicables à la Société ;</i>
Société	<i>désigne la société 33ENTREPRENEURS__INVEST</i>

2. Toute référence faite dans les présents Statuts à un Article, un Chapitre, un Titre ou une Annexe est, sauf précision contraire, une référence à un Article, un Chapitre, un Titre ou une Annexe des présents Statuts.

TITRE I
ORGANISATION GENERALE

CHAPITRE A ~ FORME – DENOMINATION – OBJET SOCIAL – DUREE - SIEGE SOCIAL

ARTICLE 1ER – FORME

Il existe entre le(s) propriétaire(s) des Actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs Associés.

Conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce, la Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses Actions.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est :

« 33ENTREPRENEURS_INVEST »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, cette dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et dans tous pays sous réserve des autorisations administratives nécessaires et dans les limites de la réglementation en vigueur :

- Souscrire, acquérir, détenir, gérer et céder, de quelque manière que ce soit, une participation dans le capital social et les droits de vote de sociétés exerçant leur activité notamment et sans exclusivité, dans les domaines du numérique, du vin, de la gastronomie et du patrimoine ou du tourisme ;
- Souscrire, acquérir, détenir, gérer et céder, de quelque manière que ce soit, une participation dans le capital social et les droits de vote de la société **33ENTREPRENEURS**, société par actions simplifiée au capital de 200.000 euros, dont le siège social est situé 12 rue Puységur, 33800 Bordeaux, dont le numéro unique d'identification est le 794 621 003 RCS Bordeaux, laquelle exerce notamment une activité d' « incubation » des sociétés visées à l'alinéa précédent ;
- Exercer une activité de holding animatrice de groupe comprenant notamment la définition et la conduite de la politique de groupe, la direction effective et le contrôle des filiales du groupe, la présidence de toutes sociétés ainsi que toutes opérations et prestations se rapportant à cette activité, et notamment la fourniture de tous services en matière de gestion générale, en matière administrative, juridique, financière, marketing, informatique ;
- Et plus généralement, effectuer toutes opérations se rattachant directement et principalement à l'une des activités visées ci-dessus à l'exception, à quelque titre que ce soit, de conclure ou souscrire tout emprunt et financement bancaire et de consentir des garanties et sûretés sur ses actifs.

ARTICLE 4 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter du jour de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé 12 rue Puységur, 33800 Bordeaux.

Il pourra être transféré en tout autre endroit, du même département, ou d'un département limitrophe, par simple décision du Président et partout ailleurs, par une décision collective des Associés.

CHAPITRE B ~ CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

Au titre de la constitution de la Société, les soussignés réalisent au profit de la Société un apport en numéraire d'un montant de vingt mille euros (20.000 €).

En rémunération de cet apport, il a été émis au profit des soussignés quatre (4) Actions ordinaires de la Société de cinq mille euros (5.000 €) de valeur nominale.

Il résulte du certificat de dépôt des fonds établi le 14 octobre 2014 par la banque Crédit Mutuel du Sud Ouest (CMSO), prise en son agence « Caisse de Crédit Mutuel de la Barrière Saint Genès », située 14 place Louis Barthou, 33800 Bordeaux, qu'une somme totale de vingt mille euros (20.000 €), représentant l'intégralité des apports en numéraire, a été portée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de vingt mille euros (20.000 €), constitué de quatre (4) Actions de cinq mille euros (5.000 €), entièrement libérées.

ARTICLE 8 – LIBERATION DES ACTIONS

Les Actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié lors de la constitution de la Société et du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription en cas d'augmentation du capital et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du Président, dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour où cette opération est devenue définitive lors de la constitution et en cas d'augmentation de capital. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des Associés quinze (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, soit par lettres recommandées avec accusé de réception, soit par avis inséré dans le journal d'annonces légales du lieu du siège social.

A défaut de libération des Actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles seront productives, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure, d'un intérêt de retard, calculé jour par jour à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal majoré de deux points, le tout sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par le Code de commerce.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS – DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

- (a) Forme nominative - Registres - Les Actions sont obligatoirement nominatives. Les Actions sont inscrites en compte, conformément à la Loi. Les attestations d'inscription sont valablement signées par le Président ou toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet.
- (b) Approbation des Statuts et des Décisions Collectives - La propriété de l'Action entraîne, *ipso facto*, l'approbation par le titulaire des Statuts ainsi que celle des Décisions Collectives des Associés prises selon les règles prévues par la Loi et les Statuts, avant ou après l'acquisition de la propriété des Actions.
- (c) Droit de Vote - Sous réserve des dispositions de la Loi et des Statuts, à chaque Action est attaché un droit de vote.
- (d) Droit aux dividendes - En plus du droit de vote que les Statuts attachent aux Actions, chacune d'elles donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des Actions existantes.
- (e) Groupement d'Actions ou de titres - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions ou autres titres pour exercer un droit quelconque, les Associés font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'Actions ou de titres nécessaire.
- (f) Transfert des Actions et des droits et obligations attachés - Les droits et obligations attachés à l'Action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe, et le transfert comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir et, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions auxquelles elles donnent droit.

ARTICLE 10 – TRANSFERT DES ACTIONS

10.1 Les Actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les Actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

10.2 La propriété des Actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des Actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les Actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « *registre des mouvements de titres* ».

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

La transmission d'Actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les transferts de Titres (tel que ce terme est défini ci-après) de la Société, à titre gratuit ou onéreux, sont régis par l'article 11 ci-après

ARTICLE 11 – PROCEDURE D'AGREMENT

11.1 Définitions

Cessionnaire	désigne toute personne physique ou morale se proposant d'acquérir des Titres ;
Cédant	désigne tout Associé envisageant un Transfert de Titres ;
Contrôle	s'entendent par référence à la définition posée par le paragraphe I de l'article L.233-3 du Code de commerce ;
Expert	est l'expert désigné conformément à la Procédure d'Expertise. L'Expert devra déterminer la valeur par Titre transféré sur la base d'une analyse multicritères, en expliquant la méthode de calcul retenue ;
Holding Patrimoniale	désigne une personne morale de droit français contrôlée par un Associé personne physique et remplissant les conditions ci-dessous, tant qu'elle sera détentrice de Titres, à savoir : - être exclusivement détenue par l'Associé et ses ascendants ou descendants en ligne directe, - demeurer sous son Contrôle direct, - être gérée ou dirigée par lui, - rester titulaire des Titres concernés, - n'exercer aucune activité autre que la détention de Titres de participations, - en aucun cas avoir recours à l'endettement et ne consentir aucune sûreté sur ses actifs.
Jour	signifie tout jour de la semaine à l'exclusion des jours fériés en France ;
Notification du Projet de Transfert	désigne, pour permettre la mise en œuvre de la procédure d'agrément, une notification faite par tout Cédant contenant l'indication des conditions et les modalités du Projet de Transfert et tous documents établissant la consistance et la réalité du Projet de Transfert, à savoir : - le nombre et la nature des Titres Offerts ; - une copie de l'Offre d'Acquisition, - le prix offert, la valorisation par Titre retenue et les éléments ayant permis la valorisation des Titres Offerts ; - l'identité du tiers Acquéreur éventuel (avec pour une personne physique son état civil, et pour une personne morale la mention (i) des personnes physiques ou morales qui la Contrôlent et de (ii) l'activité exercée) ; - les conditions de paiement et de garanties éventuelles.
Offre d'Acquisition	signifie une offre reçue d'un Tiers et/ou d'un Associé portant sur des Titres de la Société ;
Projet de Transfert	désigne tout projet de Transfert par un ou plusieurs Cédant(s) de tout ou partie de leurs Titres à un ou plusieurs Associé(s) et/ou à un tiers non Associé ;

Procédure d'Expertise

L'Expert est désigné par le Président du Tribunal de commerce du siège de la Société selon les modalités de l'article 1843-4 du Code civil, sur simple saisine de la Partie la plus diligente. L'Expert agira en qualité de mandataire commun des parties au sens de l'article 1592 du Code civil. L'Expert devra faire ses meilleurs efforts pour communiquer son rapport aux Parties concernées dans un délai de trente (30) Jours à compter de sa désignation.

Les frais et honoraires de l'Expert seront supportés par le(s) bénéficiaire(s) ayant contesté la valeur des Titres Cédés et demandé la désignation de l'Expert. En cas de pluralité de bénéficiaires ayant mis en œuvre la Procédure d'Expertise, ces derniers supporteront leur quote-part des frais et honoraires de l'Expert au prorata du prix devant être payé par eux. Il est toutefois entendu que si la valeur des Titres déterminée par l'Expert est inférieure à celle figurant dans la Notification du projet de Transfert, les frais et honoraires de l'Expert seront supportés par le Cédant.

Les conclusions de l'Expert s'imposeront aux Parties sans possibilité de recours sauf erreur grossière.

Titres

désigne :

- tous titres financiers au sens donné à ce terme par application combinée des articles L.211-1 du Code monétaire et financier et L.228-1 du Code de commerce,
- tout démembrement des titres visés ci-dessus,
- tout autre titre de même nature que les titres visés ci-dessus émis ou attribués par une Entité à la suite notamment d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actif ou opération similaire de la Société.

Transférer

signifie l'action consistant à effectuer un Transfert ;

Transfert

signifie tout transfert quel qu'en soit la cause, sous quelque forme que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, y compris par voie de renonciation à un droit au profit d'un bénéficiaire ;

Transfert Libre

désigne (i) un Transfert en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou (ii) un Transfert à une Holding Patrimoniale ou (iii) une opération de reclassement simple des Actions de la Société intervenant à l'intérieur du groupe constitué par une personne morale associée et les sociétés ou entités qu'elle Contrôle ou la Contrôlant

Transfert Total

désigne une offre portant sur le Transfert de 100 % des Titres de la Société, qui est ferme et irrévocable, sous réserve de la réalisation de certaines conditions de nature purement documentaire, comprenant, à peine de nullité, les informations décrites dans la Notification du Projet de Transfert définie ci-dessus.

11.2 Notification du Projet de Transfert de Titres

Tout Transfert de Titres au profit d'un ou plusieurs Associé(s) et/ou d'un tiers non Associé autre qu'un Transfert Libre est soumis à l'agrément discrétionnaire du Président de la Société.

En conséquence, et préalablement à tout Transfert, tout Cédant s'oblige donc à transmettre au Président de la Société une Notification du Projet de Transfert.

Toute Notification du projet de Transfert ne comportant pas la totalité des mentions prévues au présent article sera nulle et de nul effet.

11.3 Procédure d'agrément – Délais

Le Président disposera d'un délai de trente (30) Jours à compter de la réception de la Notification du Projet de Transfert pour se prononcer sur la demande d'agrément résultant du Projet de Transfert envisagé.

La décision du Président n'est pas motivée.

Elle est notifiée au Cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de notification dans les quarante (40) Jours qui suivent la réception par le Président de la Notification du Projet de Transfert, l'agrément est réputé refusé.

11.4 Réalisation du Transfert en cas d'agrément

En cas d'agrément du Transfert, celui-ci pourra être réalisé au profit du Cessionnaire dans les conditions visées dans la Notification du Projet de Transfert.

Le Transfert doit être réalisé dans un délai de trente (30) Jours à compter de la notification de l'agrément. A défaut, la présente procédure d'agrément devra à nouveau être mise en œuvre si le Cédant souhaite le réaliser ultérieurement.

11.5 Conséquences du refus d'agrément

En cas de refus d'agrément du ou des Cessionnaires proposés et à moins que le Cédant décide de renoncer au Transfert Envisagé, la Société est tenue, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les Titres soit par un Associé ou par un tiers non Associé, soit par la Société en vue d'une réduction de capital.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties est déterminé par Procédure d'Expertise.

Si à l'expiration du délai de trois (3) mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément sera considéré comme donné, et les dispositions du 11.4 ci-dessus s'appliqueront. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DU CAPITAL

(a) Augmentation de capital – Droit préférentiel de souscription - Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois par tous les moyens et dans les conditions prévues par la Loi et plus spécialement par les articles L. 225-127 et suivants du Code de commerce.

Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs Actions, un droit préférentiel à la souscription des Actions et autres titres émis par la Société. Ce droit peut être supprimé dans les conditions prévues par la Loi. Les Associés peuvent y renoncer à titre individuel ou le céder, toute renonciation au profit d'une personne dénommée ou cession étant soumise aux conditions prévues par les Statuts pour un transfert d'Actions.

(b) Emission de Titres – Les Associés sont seuls compétents pour décider, par une Décision Collective, l'émission de tous Titres permises par la Loi donnant immédiatement ou à terme accès à une quotité du capital de la Société.

(c) Réduction de capital - Amortissement - Le capital social peut être réduit ou amorti dans les conditions déterminées par la Loi.

(d) Délégation au Président – Les Associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission de toutes ou d'une catégorie de valeurs mobilières, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation, de réaliser toute opération de réduction ou d'amortissement du capital et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

ARTICLE 13 – PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les Associés dans l'une des formes permises par les Statuts, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum des sociétés par actions simplifiées, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Cette procédure est soumise aux dispositions applicables de la Loi et des règlements et particulièrement de l'article L. 225-248 du Code de commerce.

CHAPITRE C ~ EXERCICE SOCIAL - RESULTATS SOCIAUX - DIVIDENDES

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de la même année.

Par exception aux dispositions du paragraphe qui précède, le premier exercice social débutera à la date d'immatriculation de la Société pour se terminer le 31 décembre 2015.

ARTICLE 15 - BENEFICES - RESERVE LEGALE

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins 5% affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 16 - DIVIDENDES

16.1 Affectation des bénéfices - Réserves

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par les Associés, l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident après apurement des pertes le cas échéant de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont ils règlent l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont ils ont la disposition, les Associés peuvent décider, dans les conditions prévues par les Statuts, la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

16.2. Mise en paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par les Associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

16.3. Paiement du dividende en Actions

Les Associés statuant sur les comptes de l'exercice peuvent accorder aux Associés, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en Actions.

L'offre de paiement en Actions, le prix et les conditions d'émission des Actions ainsi que la demande de paiement en Actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital sont régis par la Loi et les règlements.

16.4. Acomptes

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié conforme par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des présents Statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, une Décision Collective des Associés peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent paragraphe.

CHAPITRE D ~ DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 17 - DISSOLUTION ANTICIPEE

Les Associés peuvent, aux conditions prévues par les Statuts pour une décision de cette nature, prononcer à toute époque la dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 18 - EFFETS DE LA DISSOLUTION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de cette liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Par exception à ce qui précède, dans le cas où la dissolution de la Société est décidée alors que toutes les Actions de la Société sont réunies dans les mains d'un seul Associé n'étant pas une personne physique, la dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à cet Associé unique, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil, et il n'est pas fait application des dispositions du présent Chapitre relatives à la liquidation de la Société.

Pendant toute la durée de la liquidation, les Associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la Société et les commissaires aux comptes restent en fonction.

Les Actions demeurent négociables, dans les conditions prévues par les Statuts, jusqu'à la clôture de la liquidation.

La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 19 - NOMINATION DES LIQUIDATEURS - POUVOIRS

19.1 Nomination des liquidateurs – Révocation

A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée, les Associés règlent le mode de liquidation et nomment, aux conditions de majorité prévues par les Statuts, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

La dissolution met fin aux fonctions du Président. La dissolution ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes.

Le mandat de liquidateur est, sauf décision contraire des Associés, donné pour toute la durée de la liquidation. Les Associés peuvent toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

19.2 Pouvoirs des liquidateurs

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

Les Associés sont valablement convoqués par un liquidateur ou par un ou plusieurs Associés détenant au moins 5% du capital social. Les Associés prennent toutes Décisions Collectives aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

ARTICLE 20 - LIQUIDATION - CLOTURE

Après extinction du passif, le solde de l'actif est d'abord employé au paiement aux Associés du montant nominal du capital versé sur leurs Actions et non amorti.

Le surplus, s'il y a lieu, est réparti entre toutes les Actions dans les conditions prévues par les Statuts.

Les Associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion des liquidateurs et la décharge de leur mandat, et pour constater la clôture de la liquidation. La clôture de la liquidation est publiée conformément à la Loi.

TITRE II **FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE - ORGANISATION DES POUVOIRS**

CHAPITRE E ~ DIRECTION DE LA SOCIETE – REPRESENTATION

ARTICLE 21 – PRESIDENT

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, associé ou non de la Société. Le Président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux qui sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

21.1 Désignation

Le Président de la Société est désigné par décision collective des Associés prise à la majorité des voix dont disposent les Associés présents ou représentés.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

21.2 Durée des fonctions – rémunération du Président

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, ce mandat est renouvelable sans limitation.

Si le mandat est à durée déterminée, celle-ci est fixée par décision prise par la collectivité des associés, en principe lors de la décision nommant le Président.

Le Président ne sera pas rémunéré pour l'exercice de son mandat, sauf décision contraire de la collectivité des Associés prise à la majorité des voix dont disposent les Associés présents ou représentés. Dans ce cas, la collectivité des Associés statuant à titre ordinaire fixera les modalités de la rémunération du Président, qui pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Président peut obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

21.3 Cessation des fonctions du Président

Les fonctions du Président prennent fin soit :

- ✎ par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- ✎ par la démission ;

- ✎ par la révocation à tout moment, étant précisé que le Président peut être révoqué sans motif particulier par Décision Collective ;
- ✎ par le décès (dirigeant personne physique) ou la disparition (dirigeant personne morale).

21.4 Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, de la compétence du Comité d'investissement, tel que décrite à l'article 22 ci-après et des pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

La collectivité des Associés peut décider de fixer des limitations de pouvoirs du Président, en définissant les actes que celui-ci ne peut passer qu'avec l'accord préalable de la collectivité des Associés.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes dans le cadre de délégations de pouvoirs et de signature.

ARTICLE 22 – COMITE D'INVESTISSEMENT

22.1 Missions et pouvoirs du Comité d'investissement

Le Président s'appuiera, pour éclairer ses décisions d'investissement et de désinvestissement sur les avis du Comité d'investissement qui examinera les dossiers qui lui sont présentés.

Après une analyse approfondie d'une opportunité d'investissement par le Président, un dossier reprenant les caractéristiques de l'opération sera présenté au Comité d'investissement.

A l'occasion de ses réunions, le Comité :

- passe en revue les domaines d'intervention de la Société et conseille le Président sur les secteurs à fort potentiel à privilégier, ainsi que sur les cibles d'investissement potentielles ;
- veille à ce que les dossiers présentés entrent bien dans le cadre de l'objet social de la Société,
- s'assure, grâce à l'étude des dossiers qui lui sont transmis et aux questions complémentaires qu'ils peuvent poser, du caractère judicieux des prises de participations envisagées,
- exprime, après un échange de vues entre ses membres, un avis favorable ou défavorable sur les dossiers d'investissement ou de désinvestissement présentés.

Ses avis lient le Président.

Le Comité d'investissement sera également sollicité, pour avis consultatif, sur les projets de prises d'options dans les start-up cibles, avant le démarrage à leur profit d'un programme d'incubation.

Le Comité d'investissement sera enfin régulièrement informé par la Société de l'évolution des participations prises en direct par la Société.

22.2 Composition - Statut des membres du Comité d'investissement

Le Comité d'investissement est composé au minimum de 3 membres (les « **Membres** ») nommés par décision collective des associés, selon le cas, à l'ouverture de chaque nouvelle « Période d'Investissement » (telle que définie ci-après), comme suit :

- Le Président de la Société sera membre de droit du Comité ;
- Les autres membres du Comité seront nommés par la collectivité des Associés, ce qui garantit à l'intégralité des Associés la possibilité d'exercer un pouvoir discrétionnaire direct et continu sur l'activité d'investissement et de désinvestissement de la Société.

Les Membres peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Il n'est pas prévu de limite d'âge lorsqu'une personne physique est nommée Membre.

Lorsqu'une personne morale est nommée Membre, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

La durée des fonctions des Membres est égale à la durée de chaque Période d'Investissement de la Société, en tendue comme désignant la période comprise entre la réalisation par la Société d'une augmentation de son capital social en numéraire et la date à laquelle le montant de cette augmentation de capital a été réinvesti à 50% au moins dans des sociétés cibles conformément à l'objet de la Société.

Les Membres sont toujours rééligibles.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le Comité sont soumises à ratification de la prochaine décision collective des associés. Le Membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les Membres peuvent être révoqués à tout moment, ad nutum, sans préavis ni indemnité, par décision des associés.

Les fonctions des Membres prennent également fin par la clôture de la Période d'Investissement pour laquelle ils ont été nommés, telle que constatée par le Comité d'investissement, par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

Les Membres ne seront pas rémunérés pour l'exercice de leurs fonctions.

22.3 Organisation du Comité d'investissement

Le Comité d'investissement est présidé par le Président de la Société. Il est à ce titre chargé de convoquer les séances dudit Comité et d'en diriger les débats.

Le Comité peut désigner parmi ses membres un vice-président chargé d'assister le président dans sa mission. Le vice-président peut être une personne physique ou morale.

Le vice-président du Comité exerce ses fonctions pendant la durée de son mandat de membre du Comité. Toutefois, le Comité peut décider de mettre fin aux fonctions du vice-président et le remplacer sans mettre fin à ses fonctions de membre du Comité. Cette révocation intervient *ad nutum*, sans préavis ni indemnité.

22.4 Délibérations du Comité d'investissement

Le Comité délibère aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre. Outre la compétence du Président, le tiers au moins des Membres peut à tout moment demander la réunion du Comité, en informant par écrit le président du Comité de l'objet et des motifs de cette réunion. S'il n'est pas fait droit à cette demande dans un délai de 15 jours, l'auteur de cette demande peut valablement convoquer lui-même le Comité, par tous moyens, moyennant le respect d'un délai de convocation de 7 jours.

Le Comité peut prendre toute décision de sa compétence par réunion tenue soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, conférence téléphonique ou vidéo, consultation écrite ou électronique ou signature par tous les Membres d'un acte unanime, au choix du président du Comité et sauf avis contraire de la majorité des Membres.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le Comité peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour.

La participation d'au moins trois Membres est requise pour que le Comité puisse valablement délibérer.

La participation d'un Membre du Comité aux réunions du Comité résulte soit de sa présence effective, soit de sa participation par voie de conférence téléphonique ou vidéo, soit de sa représentation par tout autre Membre du Comité auquel il a donné pouvoir.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des Membres participants. En cas d'égalité des voix, le président du Comité disposera d'une voix prépondérante.

Il est établi un procès-verbal de toute réunion ou décision prise par le Comité d'investissement. Ces procès-verbaux doivent être établis et signés par les Membres du Comité participants. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

CHAPITRE F ~ CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 23 - CONVENTIONS REGLEMENTEES - CONVENTIONS INTERDITES

23.1 Conventions réglementées

(a) Rapport du commissaire aux comptes - Décision des Associés - Au moins une fois par an à l'occasion de la présentation aux Associés des comptes annuels, le commissaire aux comptes présente aux Associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et les Personnes Concernées (telles que définies ci-après).

La collectivité des Associés statue sur ce rapport.

(b) Personnes Concernées - Pour les besoins du présent Article, les « **Personnes Concernées** » sont (i) le Président ou, s'il s'agit de personnes morales, leurs dirigeants et, le cas échéant, leur représentant permanent, (ii) tout Associé disposant d'une fraction des droits de vote au sein de la collectivité des Associés supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce et (iii) toute personne interposée entre la Société et les personnes visées aux alinéas (i) et (ii) ci-dessus.

(c) Conventions non approuvées- Les conventions non approuvées par les Associés conformément aux termes des paragraphes qui précèdent produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

(d) Conventions courantes conclues à des conditions normales - Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent pas aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales entre la Société et les Personnes Concernées.

Ces conventions sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout Associé a le droit d'en obtenir communication.

23.2 Conventions interdites

Il est interdit au Président et aux Associés, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux dirigeants et, le cas échéant, au représentant permanent du Président. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent Article, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 24 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

(a) Eligibilité - Nombre - Suppléant - Le contrôle de la Société est exercé, lorsque cela est nécessaire, dans les conditions fixées par la Loi, par un ou plusieurs commissaires aux comptes remplissant les conditions légales d'éligibilité. Lorsque les conditions légales sont réunies, la Société doit désigner au moins deux commissaires aux comptes.

Il est nommé un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

(b) Nomination - Durée des fonctions - Chaque commissaire aux comptes est nommé par la collectivité des Associés pour six (6) exercices. Ses fonctions expirent après la Décision Collective des Associés statuant sur les comptes du sixième exercice.

(c) Désignation en justice - Si la collectivité des Associés omet de nommer un commissaire aux comptes alors qu'elle y serait tenue aux termes de la Loi, tout Associé peut demander en justice qu'il en soit désigné un, le Président dûment appelé. Le mandat du commissaire aux comptes désigné par justice prend fin lorsque la collectivité des Associés a nommé le ou les commissaires aux comptes.

ARTICLE 25 - COMITE D'ENTREPRISE

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les délégués de ce comité, désignés conformément aux dispositions du Code du travail, exercent leurs droits définis aux articles L. 2323-1 et suivants du Code du travail auprès du Président.

Lorsque le comité d'entreprise entend exercer le droit prévu à l'article L. 2323-1 du Code du travail en vue de demander l'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour d'une Décision Collective des Associés, le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, doit adresser sa demande au siège social de la Société, à l'attention du Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Pour que les projets de résolution soient inscrits à l'ordre du jour d'une Décision Collective, cette demande doit parvenir à la Société au moins 25 jours avant la date prévue pour cette Décision Collective. La demande doit être accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

CHAPITRE G ~ DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES

(a) Caractère obligatoire - Les décisions collectives des Associés (les « *Décisions Collectives* ») obligent les Associés, même absents ou dissidents.

(b) Forme des Décisions Collectives - Les Décisions Collectives résultent, au choix de l'auteur de la convocation, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite ou électronique dont le résultat est acté par le Président, soit de la signature par tous les Associés d'un acte unanime sous seing privé.

(c) Présidence - Lorsqu'une assemblée générale est réunie, elle est présidée par le Président de la Société ou, en cas d'absence de celui-ci, par un Associé choisi par les Associés en début de séance. Lorsque la signature d'un acte unanime est organisée, elle l'est par le Président.

(d) Décision Collective annuelle - Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les Associés sont appelés par le Président à statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

ARTICLE 27 - COMPETENCE - MAJORITE

(a) Décisions Collectives - Compétence - Quorum - Majorité

Les Associés prennent collectivement, à la majorité simple des Associés présents ou représentés, toutes les décisions suivantes (les « *Décisions Ordinaires* ») :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves,
- nomination et révocation des membres du Comité d'investissement,
- distribution aux Associés des produits et/ou plus-values de cession réalisées par la Société.

Les Associés prennent collectivement, à la majorité des deux tiers des Associés présents ou représentés, toutes les décisions suivantes (les « *Décisions Extraordinaires* ») :

- cession et/ou apport de l'un ou de l'ensemble des actifs de la Société, à l'exception des participations détenues par la Société dans d'autres sociétés dont la cession relève de la compétence du Comité d'investissement,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des Associés,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- nomination, rémunération, limitation des pouvoirs et révocation du Président,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social, émission de toutes valeurs mobilières,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Une Décision Collective ne peut être prise en assemblée, sur première convocation, que si les Associés présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des Actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

(b) Décisions Unanimes

Les Associés prennent collectivement, à l'unanimité, toutes décisions (les « *Décisions Unanimes* ») relatives à toute opération qui, du fait de la Loi ou des Statuts, requièrent l'approbation ou le consentement unanime des Associés.

ARTICLE 28 - FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION

(a) Initiative

L'initiative de consulter les Associés sur toute question de leur compétence appartient au Président, ou, à défaut, à un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs Associés réunissant 10% au moins du capital social.

Le commissaire aux comptes peut convoquer les Associés dans les conditions fixées à l'article R. 225-162 du Code de commerce.

(b) Ordre du jour

Les Associés délibèrent sur l'ordre du jour fixé par l'auteur de la convocation. Ils peuvent proposer des amendements aux résolutions soumises à leur approbation.

Un ou plusieurs Associés représentant au moins 10 % du capital social peuvent, trois (3) jours au moins avant la date prévue pour une Décision Collective, requérir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de la Décision Collective de projets de résolutions.

(c) Convocation

Forme - Les convocations et/ou l'envoi des documents auxquels ont droit les Associés (notamment le texte des résolutions proposées) sont faits par tous moyens de communication écrite ou électronique (notamment lettre, télécopie, courriel, etc...).

En cas de consultation écrite, les Associés peuvent transmettre leur vote au Président par les mêmes moyens.

Délai - Le délai entre la date de convocation et la date de réunion de l'assemblée ou de clôture de la consultation est au moins de huit (8) jours ouvrés ; toutefois, ce délai peut être réduit ou supprimé avec l'accord de tous les Associés, lequel résulte notamment de la participation de tous les Associés à la consultation.

En cas de consultation écrite, tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu

Destinataire – démembrement d'Actions – En cas de démembrement d'Actions, la convocation est adressée au nu propriétaire dans tous les cas et, en cas de consultation portant sur des questions sur lesquelles l'usufruitier dispose du droit de vote conformément à l'article 30.(c) ci-après, à l'usufruitier.

(d) Commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes, s'il en a été nommé un, est avisé de la consultation (par convocation d'une assemblée ou consultation écrite) des Associés en vue d'une Décision Collective en même temps que les Associés et selon les mêmes formes.

Dans les cas où il est tenu, en vertu des dispositions légales, de présenter un rapport aux Associés sur les sujets portés à l'ordre du jour de la consultation, ledit rapport doit être établi et mis à la disposition des Associés dans les délais et formes visées au point 27 (c) ci-dessus, y compris en cas d'adoption d'une décision Collective par acte seing-privé unanime. Dans une telle hypothèse, et par dérogation au paragraphe ci-dessus, il est avisé de la consultation dans un délai suffisant pour lui permettre d'établir son rapport.

Il est avisé de l'ordre du jour de la consultation des Associés et reçoit, sur sa demande, l'ensemble des informations destinées aux Associés conformément à la Loi et aux Statuts. Le commissaire aux comptes peut communiquer aux Associés ses observations sur les questions mises à l'ordre du jour ou sur toute question de sa compétence, par écrit en cas de décision par acte unanime.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées.

ARTICLE 29 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

(a) Rapports – Informations relatives à la Société - Lors de toute consultation des Associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir le texte des résolutions soumises à son approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la Société et de se prononcer en connaissance de cause sur le texte des dites résolutions, et en particulier les rapports du Président et, le cas échéant, du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la Loi impose leur préparation. Ces documents sont communiqués aux Associés en même temps que la convocation.

Le rapport de gestion du Président et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de chaque exercice clos sont communiqués aux Associés dans un délai de quatre-vingt-dix jours (90) francs à compter de la clôture de chaque exercice social de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à disposition sont, sauf stipulation particulière des Statuts, ceux prévus pour les sociétés anonymes par l'article L. 225-108 du Code de commerce et par les dispositions réglementaires correspondantes dudit Code.

Les Associés ont en outre droit aux informations visées aux articles L. 225-115, L. 225-116 et L. 225-117 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires correspondantes dudit Code.

(b) Informations relatives à la Société – En complément des droits qui leur sont attribués en vertu de toutes dispositions légales, réglementaires ou statutaires, chacun des Associés a le droit d'obtenir une information semestrielle, qui leur sera communiquée par le Président de la Société dans un délai de trente (30) jours francs à compter de la clôture de chaque semestre, , constituée des éléments suivants :

- (a) Un compte-rendu de l'activité de la Société comprenant les informations suivantes :
 - Les investissements et cessions réalisés depuis la constitution de la Société ;
 - Les perspectives de la Société.
- (b) une présentation du portefeuille de la Société comprenant des fiches de présentation des sociétés en portefeuille ainsi que des fiches sur les cessions intervenues depuis la constitution de la Société ;
- (c) une synthèse des performances de la Société regroupant :
 - Le calcul du multiplicateur
 - Le calcul du taux de rentabilité interne du portefeuille des réalisations

Chaque Associé a en outre le droit d'obtenir une fiche de présentation relative à toute nouvelle prise de participation effectué par la Société 3 et synthétisant l'activité de la société cible de l'investissement, l'opération et le montage financier réalisé, laquelle sera également communiquée aux Associés par le Président de la Société dans un délai de trente (30) jours francs à compter de la réalisation effective d'une telle prise de participation.

(c) Délais - Dans le cas où la consultation des Associés nécessite la présentation d'un rapport du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, le droit de communication du rapport du commissaire aux comptes ou du commissaire nommé spécialement s'exerce dans les délais susvisés.

Dans tous les cas, les informations et documents auxquels les Associés ont droit dans le cadre de leur droit à l'information leur sont communiqués immédiatement sur première demande de leur part.

(d) Questions – A toute époque de l'année, un ou plusieurs Associés représentant au moins 5% du capital social a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président est tenu de répondre.

ARTICLE 30 - PARTICIPATION AUX DECISIONS COLLECTIVES - VOTE

(a) Participation

Tout Associé a le droit de participer aux Décisions Collectives, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses Actions, avec un nombre de voix égal au nombre des Actions qu'il possède, sans limitation, sauf disposition contraire de la Loi ou des Statuts.

(b) Représentation

Tout Associé peut, à défaut de participer personnellement à toute Décision Collective, donner une procuration à un autre Associé ou au Président.

La procuration de l'Associé doit, pour être prise en compte, être parvenue par tout moyen écrit ou électronique (lettre, télécopie, ou courriel confirmé par courrier) à la Société au plus tard un (1) jour avant la date de tenue de l'assemblée ou de la réunion ou de la consultation.

(c) Démembrement d'Actions – exercice du droit de vote

En cas de démembrement d'Actions, le nu-proprétaire dispose seul du droit de vote pour les décisions suivantes :

1. la nomination, la révocation, la rémunération du Président ;
2. la nomination des commissaires aux comptes,
3. l'approbation des conventions réglementées dans les conditions stipulées au Chapitre F,
4. la distribution aux Associés des produits et/ou plus-values de cession réalisés par la Société,
5. la cession et/ou apport de l'un ou de l'ensemble des actifs de la Société,
6. l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, ainsi que toutes émissions de titres donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital de la Société ; et
7. toute modification des Statuts, à l'exception des modifications visées à l'article 26. (b) ci-dessus.

Le droit de vote emporte pour le nu-proprétaire le droit (i) de recevoir un pouvoir pour représenter un autre Associé, (ii) celui de proposer des amendements et de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions, (iii) de signer tous acte unanime ou procès-verbal en tant qu'Associé et (iv) plus généralement, de bénéficier de l'ensemble des droits attribués aux Associés aux termes du présent Chapitre G (y compris le droit d'être convoqué et le droit de recevoir les informations relatives à toutes Décisions Collectives), sauf disposition légale impérative contraire.

Pour l'approbation des comptes et l'affectation des résultats dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, l'usufruitier dispose seul du droit de vote. En outre, le nu propriétaire a, en sa qualité d'Associé, le droit de participer à toutes les Décisions Collectives, y compris celles portant sur les décisions sur lesquelles l'usufruitier dispose seul du droit de vote, et de prendre part aux débats.

Les usufruitiers et les nu-proprétaires sont liés par les dispositions des présents Statuts relatives aux droits et obligations des Associés.

ARTICLE 31 - PROCES-VERBAUX ET REGISTRE DES DECISIONS COLLECTIVES

(a) Procès-Verbaux

Procès-verbal de l'assemblée - Le procès-verbal des délibérations de l'assemblée, établi par le président de l'assemblée, indique la date, l'heure et le lieu de réunion, l'ordre du jour, l'identité de la personne présidant l'assemblée, le nom des Associés participants, la liste des documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Il est également établi une feuille de présence signée par chaque Associé participant et par le président de l'assemblée.

Procès-verbal de résultat d'une consultation écrite – La consultation écrite est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque Associé. Ledit procès-verbal indique la date et l'ordre du jour la consultation écrite, le nom des Associés y ayant participé, la liste des documents et rapports communiqués, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Par ailleurs, les supports matériels de la réponse des associés, quand ils existent, sont annexés audit procès-verbal.

Acte sous seing-privé - Les Associés peuvent être consultés par le biais d'un acte sous seing privé qui est établi par le Président en un exemplaire original et comportant le texte de la ou des décisions, sa date, la liste des documents ou rapports présentés préalablement aux Associés, l'identité de tous les Associés et la signature de chacun d'entre eux ou de son représentant. Il est entendu qu'une Décision Collective ne sera réputée adoptée que si l'acte sous seing privé a été signé par chaque Associé ou son représentant, soit l'unanimité des Associés.

L'unanimité peut également résulter de plusieurs exemplaires originaux d'un tel acte, signés séparément par chacun des Associés ou par leur représentant et adressés à la Société.

(b) Registre - Extraits

Contenu du registre - Les procès-verbaux des Décisions Collectives des Associés sont conservés dans un registre spécial, tenu au siège social. Le texte des résolutions présentées au vote des Associés, les documents et rapports présentés aux Associés préalablement à leur vote, les feuilles de présence, les pouvoirs ou procurations délivrés par les Associés ainsi, le cas échéant, que les votes exprimés par écrit sont conservés avec ce registre.

Signature des procès-verbaux - Les procès-verbaux des Décisions Collectives d'Associés sont signés par le président de l'assemblée et, dans le cas de l'acte sous seing privé, par l'ensemble des Associés. Ils font foi jusqu'à preuve contraire.

Extraits - Les copies ou extraits des procès-verbaux des Décisions Collectives et des Statuts, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés par le Président.

TITRE III
STIPULATIONS DIVERSES

ARTICLE 32 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT DE LA SOCIETE

Est nommé premier Président de la Société pour une durée illimitée:

M. Vincent PRETET
né le 10 mars 1979 à Ez-Zahra (TUNISIE)
demeurant au 12 rue Puysegur à Bordeaux
de nationalité française

Le Président déclare accepter le mandat qui vient de lui être confié et satisfaire à toutes les conditions requises par les lois et réglementations en vigueur pour l'exercice dudit mandat.

ARTICLE 33 – ENGAGEMENTS SOUSCRITS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN COURS DE FORMATION

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé au présent acte constitutif, indiquant, le cas échéant, pour chacun d'eux le montant de l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que par les soussignés le reconnaissant. Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements figurant dans l'état ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 34 – POUVOIRS

En vue d'accomplir la publicité relative à la constitution de la Société, tous pouvoirs sont donnés au Président, avec faculté de délégation, à l'effet de signer et de faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales du département du siège social et à l'effet de procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, et généralement, au porteur d'un original et d'une copie des présents statuts pour effectuer les dépôts et formalités prescrits par la loi, et, plus généralement, les associés fondateurs donnent tous pouvoirs au porteur d'un original et d'une copie des présents statuts pour effectuer les dépôts et formalités prescrits par la loi.

ARTICLE 35 – CONTESTATIONS

Toutes contestations relatives aux affaires sociales qui pourront s'élever pendant le cours de la Société seront soumises aux tribunaux compétents du siège social.

ARTICLE 36 – FRAIS

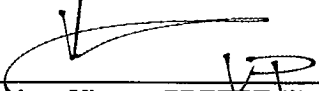
Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la Société.

Fait en six (6) exemplaires, dont un (1) pour chaque Associé, un (1) pour l'enregistrement, un (1) pour les dépôts légaux et un (1) pour les archives sociales.

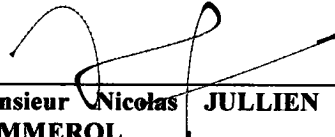
A Bordeaux,

Le 14 octobre 2014,

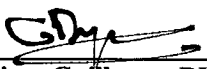
Bon pour acceptation des fonctions de Président à compter de ce jour



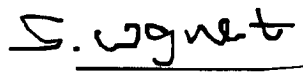
Monsieur Vincent PRETET (*)
Président



Monsieur Nicolas JULIEN DE POMMEROL
Associé



Monsieur Guillaume DUPIN
Associé



Monsieur Sylvain COGNET
Associé

(*) Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président à compter de ce jour ».

ANNEXE

Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avant la signature des statuts

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque Crédit Mutuel du Sud Ouest, pour dépôt des fonds constituant le capital social ;
- Conclusion et signature d'une convention de domiciliation se rapportant au siège social.